

## Nkurunziza recevra la délégation de l'UA juste "par courtoisie diplomatique"

PANA, 07 février 2016 "Baroud d'honneur" de l'UA après la conférence du centième sommet d'Addis-Abeba sur Burundi ? (analyse) Par Ferdinand Bigumandondera, correspondant de la PANA Bujumbura, Burundi - Les présidents mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, l'africain Jacob Zuma, le sénégalais Macky Sall, gabonais Ali Bongo Ondimba, ainsi que le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn (Photos, de gauche à droite), devraient effectuer prochainement une mission au Burundi avec le chef de l'Organisation africaine de la Paix et de la Sécurité (OAPI) le 26ème sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), des 30 et 31 janvier derniers, dans la capitale éthiopienne, mais n'aurait pas parvenu à conclure un consensus suffisant sur la nécessité d'une force panafricaine de stabilisation de la situation politique et sécuritaire d'ici à l'été et volatile depuis plus de neuf mois dans ce pays des Grands lacs, apprend-on de source diplomatique à Bujumbura.

Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, n'avait pas fait le déplacement d'Addis-Abeba et est fait re le deuxième vice-président de la République, en charge des questions économiques et sociales, Joseph Butore, pour réitérer le refus catégorique de troupes étrangères dans un pays "souverain" et où règne la paix sur "plus de 99%" du territoire national. Le président burundais a cessé les déplacements à l'étranger depuis la tentative de putsch militaire en mai dernier qui a opposé contre lui, au moment où il se trouvait en mission de travail en Tanzanie voisine. Une délégation des 15 ambassadeurs des pays membres du conseil de sécurité des Nations Unies avait effectué, le 26 janvier dernier, une visite de travail auprès du chef de l'Etat burundais, sans obtenir de satisfaction sur les appels à un dialogue inclusif de tous les protagonistes de la crise, encore moins sur l'envoi d'une force africaine de stabilisation du pays. Aussitôt élu par le 26ème sommet d'Addis-Abeba pour présider aux destinées de l'UA, cette année, la présidence a décidé du chef de l'Etat tchadien, Idriss Deby Itno, à constituer et de désigner, à une date non encore connue, une "délégation de haut niveau" chargée de dire de vive voix aux protagonistes de la crise burundaise, la nécessité de nouer un dialogue inclusif dont dépend pour beaucoup, le retour à la paix qui reste sérieusement menacé par les conséquences sécuritaires, politiques, sociales et économiques d'un conflit électoral mal résolu depuis neuf mois, entre le pouvoir et l'opposition. Un communiqué du président entrant de l'UA indique que la délégation de haut niveau, qui sera désignée au Burundi, représentera les cinq régions du continent africain. C'est ainsi que le président de la République islamique de Mauritanie va représenter la région de l'Afrique du Nord; le Sud-africain, l'Afrique australe; le sénégalais, l'Afrique de l'Ouest; le Gabonais, l'Afrique centrale; et le Premier ministre éthiopien, la région de l'Afrique de l'Est. La délégation n'inclut pas le chef de l'Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, dont la médiation sous-régionale dans la crise burundaise commence à montrer des signes d'essoufflement. La difficulté prévisible dans l'accomplissement de cette ultime tentative de médiation continentale est que, pour le gouvernement burundais, sa "cause a été entendue" à Addis-Abeba, sans toutefois refuser de recevoir la délégation "par courtoisie diplomatique", par un nombre d'observateurs à Bujumbura. Les diplomates étaient à peine éteints sur Addis-Abeba que le gouvernement burundais sortait un communiqué saluant chaleureusement la "sage" décision du sommet de sursoir à la proposition du conseil de paix et sécurité de l'UA, de déployer au moins 5.000 militaires et policiers d'une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (MAPROBU), tant que les autorités du pays concerné n'auront pas donné le feu vert. Un feu vert aujourd'hui encore hypothétique pour le pouvoir burundais dont l'argument invariable et soutenu par un nombre de chefs d'Etat africains est que des troupes étrangères ne sont pas les bienvenues et souhaitées dans un « pays souverain » et qui jouit d'une paix sur "plus de 99%" du territoire national. L'autre argument qui risque d'être opposé et répété, comme à d'autres visites diplomatiques, à la délégation de haut niveau, soit-il, de la part du gouvernement burundais a été l'enclenchement d'un dialogue national ouvert à toutes les composantes sociopolitiques du pays pour se pencher et trouver des solutions aux différents problèmes de l'heure dans le pays. Le gros des opposants au régime se trouve en exil à l'étranger et ne sont pas éligibles au dialogue national tant que leur sort n'aura pas été réglé par la justice sur leur rôle présumé dans le "mouvement insurrectionnel" des mois passés qui a failli emporter le pouvoir en place au Burundi, répète-t-on encore infatigablement dans les milieux officiels à Bujumbura. Le conseil de paix et de sécurité de l'UA avait cru bien faire en proposant, à la mi-décembre, l'envoi de la MAPROBU pour stopper les violences politiques qui ont fait plus de 400 morts et envoyer en exil environ 300.000 autres burundais depuis le mois d'avril dernier. Une partie de la population a également participé et conditionnée au refus de la force africaine de stabilisation de la situation au Burundi qui fait encore craindre à certains de la communauté internationale, le retour à une nouvelle guerre civile, dans le moindre des cas, et à un génocide, dans le pire des cas. L'UA est sous de fortes pressions des puissances occidentales pour intervenir et éviter au Burundi qu'il ne bascule dans un conflit ethnique qui opposerait, une fois de plus, l'ethnie majoritaire des hutu, actuellement au pouvoir, et la minorité tutsi qui dirigeait le pays lors de la guerre civile à caractère ethnique des années 1990, avant de céder à la faveur des premières élections pluralistes, au suffrage universel, de la 3ème période. Lors des cérémonies commémoratives du 25ème anniversaire de l'adoption de la charte de l'unité nationale, le 5 février dernier, le président Nkurunziza a envoyé un message en direction de "ceux qui ont causé le génocide à la bouche des fins inavouables", de l'importer chez eux car, "le génocide n'aura jamais son pays. Le pari le plus risqué est par contre celui d'empêcher qu'une nouvelle guerre civile éclate à tout un pays où deux mouvements rebelles se sont ouvertement déclarés et revendiquent de plus en plus des attaques armées visant, à terme, le renversement du régime en place au Burundi. La survie à une nouvelle guerre civile tient encore aux rivalités pour le leadership qui semblent miner les deux principaux mouvements rebelles déclarés, note les observateurs pessimistes. Le dernier communiqué, via les réseaux sociaux, de l'assistance pour l'Etat de droit (RED) annonce sa rivalité des Forces armées publiques du Burundi (FOREBU) de s'être appropriée frauduleusement une attaque armée de fin janvier dernier, contre des policiers loyalistes. RED se scandalise encore que les FOREBU se soient attribuées de nouvelles attaques armées du 6 février dernier, au nord et au sud de la capitale burundaise. Dans ce dernier cas, le communiqué trouve "le mensonge tellement grossier" que FOREBU déclare avoir tué des policiers

alors que l'attaque était de RED contre des positions militaires de la capitale. Une guerre des chefs rebelles qui ne doit pas déplaire le régime central encore solidement soutenu par des corps de défense et de sécurité dont la preuve a été apportée par l'échec de la tentative de putsch militaire, en moins de 48 heures, au mois de mai dernier. La tentative de putsch était intervenue au plus fort des manifestations de rue contre le troisième mandat du chef de l'Etat burundais en déplacement à l'époque des faits, à l'étranger. Le gouvernement burundais reste encore convaincu que les adhérents puisent pour le moment leur forces dans des soutiens extérieurs, provenant des pays de refuge des opposants politiques et militaires, essentiellement au Rwanda voisin et en Belgique, l'ancienne puissance tutrice du Burundi.